

MOTION

L'ensemble des personnes présentes ce jour Samedi 22 novembre à l'école Vincent Boyer de la Giroday (enseignants, parents, citoyens...) constatent :

a) Une organisation insatisfaisante de ce débat.

1. au niveau des enseignants :

- ressenti d'obligation de participation et non pas invitation ;
- liberté de parole restreinte par rapport au devoir de réserve ;
- protestation quant à la désignation par l'I.E.N. des animateurs de ce débat d'autant plus qu'aucune formation ne leur a été donnée (document non distribué) ;

2. au niveau des parents :

- information insuffisante pour mobiliser les parents ;
- délocalisation des débats, centralisés par bassins de collège d'où une participation très faible des parents (6 sur les 5 écoles concernées)

3. sur le fond :

- temps imparti à ce débat jugé insuffisant :
(1h30 pour faire le bilan de la situation actuelle de l'école)
(1h30 pour traiter les 3 questions de fond)
- les questions proposées à la réflexion sont orientées et reflètent déjà des réponses et des solutions.
- Inquiétude sur les modalités de synthèse (comment seront traitées les données ?)

b) Les enjeux truqués de ce débat.

- Enjeux politiques par rapport à une loi d'orientation transformant ce débat en opération de communication du gouvernement ;
- Décisions déjà prises comme tendraient à le prouver certaines déclarations ministérielles :
 - décentralisation imposée sans concertation ;
 - non remplacement des départs à la retraite ;
 - fin du dispositif emploi-jeune ;
 - démantèlement de l'A.I.S. ;
- no prise en charge de l'échec social de la société : école « bouc émissaire » ;
- inquiétudes quant la réelle prise en compte des résultats de ce débat (il y a eu des précédents avec les nouveaux programmes, le calendrier scolaire etc...)

c) Conclusion.

A une écrasante majorité, les personnes présentes ont décidé :

- de refuser de participer à ce débat et donc de choisir les 3 thèmes demandés ;
- de refuser de participer à la réunion du 6 décembre telle que prévue.